

Affaires courantes

Je tiens à dire à la Chambre que ces pétitions portent déjà plus de 45 000 signatures de personnes qui réclament le rétablissement des émissions locales de télévision de Radio-Canada à Windsor.

Ces pétitions seront présentées par tous les députés du comté d'Essex et j'espère sincèrement que nous obtiendrons avant très longtemps une réponse favorable du gouvernement.

VIA RAIL

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de personnes qui habitent à Hamilton, à Thunder Bay, à Vancouver, à Winnipeg, à Calgary, en Allemagne de l'Ouest, à Montréal, aux îles Cayman, à London, à Saskatoon et à Sioux Lookout.

• (1110)

Une voix: Règlement!

M. Riis: Toujours est-il que de nombreuses personnes ont signé cette pétition. Celle-ci montre tout simplement l'intérêt que les gens portent à VIA Rail.

Certains pétitionnaires qui ont, à un moment ou à un autre, vécu au Canada et y ont noué des amitiés, se sont donc joints à leurs amis canadiens. Tous expriment leurs préoccupations devant la décision du gouvernement de réduire le service de VIA Rail. En ce moment même, d'autres liaisons font l'objet de compressions en Gaspésie, dans la région de Smith's Falls et ailleurs au Canada.

Les pétitionnaires prient le gouvernement de reconsidérer cette décision, soulignant que le service voyageurs de VIA est la solution tout indiquée pour assurer le transport de nombreuses personnes en causant le moins de torts possible à l'environnement.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, la prochaine pétition m'est parvenue après-coup, en quelque sorte, parce que ces pétitionnaires n'étaient pas au courant des dernières nouvelles, mais il n'est pas défendu, j'imagine, de faire valoir quand même leur opposition à la taxe sur les produits et services.

Même si l'adoption de la TPS est chose faite, ou presque puisqu'elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier, ils n'en présentent pas moins maints arguments contre cette mesure, et ils demandent au gouvernement de reconnaître que cette mesure va nuire à l'économie du Canada.

M. Boudria: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Nous savons tous, la présidence le sait fort bien en tout cas, que seules les pétitions signées par des résidents du Canada sont recevables à la Chambre en vertu du Règlement.

Malheureusement, il se trouve que la plupart des députés, moi comme les autres évidemment, acceptent la signature de tous ceux qui s'opposent aux compressions pratiquées à VIA Rail.

Je me demande comment il se fait que le bureau du greffier, ou son représentant, a émis le certificat qui devait accompagner le dépôt d'une pétition signée par des non-résidents. J'en parle parce que j'ai effectivement remarqué que la pétition était dûment certifiée. J'ai vu le certificat d'accompagnement. Bref, monsieur le Président, nous sommes en droit de nous demander comment il se fait que cette pétition a été certifiée puisqu'elle n'était pas conforme au Règlement de la Chambre.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): La Présidence a bien noté les propos de l'honorable député et, s'il y a lieu, elle vérifiera les allégations et reviendra sur le sujet.

[Traduction]

LES ADDITIFS À L'ESSENCE

L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex): Monsieur le Président, je prends la parole pour ajouter plusieurs centaines de noms d'électeurs de ma circonscription, tous résidents et citoyens canadiens.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de rendre obligatoire une teneur minimale en oxygène de 3,2 p. 100 dans l'essence et d'interdire l'utilisation de manganèse-tricarbonyleméthylcyclopentadiényle comme antidétonant.

L'éthanol, qui peut être produit à partir de maïs, de blé et d'orge, est une ressource renouvelable. Les plantes fixent le dioxyde de carbone de l'atmosphère et le bilan énergétique est positif puisque l'on peut obtenir jusqu'à quatre fois plus d'énergie de l'éthanol préparé que l'on en utilise pour sa préparation.

L'éthanol est une énergie renouvelable et sûre qui permettrait de réduire notre dépendance à l'égard de combustibles fossiles en voie d'épuisement.

LES VISAS CANADIENS

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui pour présenter une pétition conformément à l'article 36 du Règlement.